

NATIONS UNIES CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.

GENERALE

E/CN.14/553

E/CN.14/CAD.1/5

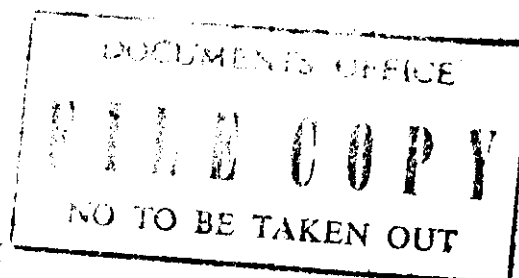
24 février 1972

FRANCAIS

Original : ANGLAIS



COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE



RAPPORT DE LA PREMIERE SESSION DE LA CONFERENCE DES DEMOGRAPHES AFRICAINS

(Accra, Ghana, 20-22 décembre 1971)

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. ORGANISATION DE LA CONFERENCE - - - -	1 - 14	1 - 4
II. QUESTIONS DECOULANT DE LA DIXIEME SESSION DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE - -	15 - 23	5 - 6
III. QUESTIONS DECOULANT DE LA SEIZIEME SESSION DE LA COMMISSION DE LA POPULATION DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES - - - - -	24 - 46	7 - 12
IV. PROGRAMME AFRICAIN DE POPULATION - - -	47 - 60	13 - 15
V. QUESTIONS RESULTANT DE LA CONFERENCE AFRICAINE SUR LA POPULATION - - - - -	61 - 81	16 - 20
VI. QUESTIONS DIVERSES - - - - -	82 - 85	21 - 22
VII. RECOMMANDATIONS - - - - -	86	23 - 25
VIII. SEANCE DE CLOTURE - - - - -	87 - 88	26

ANNEXES

I. LISTE DES PARTICIPANTS

II. LISTE DES DOCUMENTS

M72-379

RAPPORT DE LA PREMIERE SESSION DE LA CONFERENCE DES DEMOGRAPHES AFRICAINS

I. ORGANISATION DE LA CONFERENCE

Ouverture de la Conférence

1. La première session de la Conférence des démographes africains, organisée par la Commission économique pour l'Afrique, en collaboration avec la Division de la Population des Nations Unies et le Bureau de la coopération technique, et financée par le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, s'est réunie à Accra (Ghana) du 20 au 22 décembre 1971. Le discours d'ouverture a été prononcé par S.E. M. Jones Ofori-Atta, Secrétaire ministériel, Secrétariat de la planification du développement, Bureau du Premier Ministre, République du Ghana, et une réponse a été lue au nom de M. R.K.A. Gardiner, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique.

Discours d'ouverture

2. S.E. Ofori-Atta a souhaité la bienvenue aux représentants des pays, aux observateurs et aux représentants des divers organismes. Il a fait remarquer que la Conférence avait été instituée par la Conférence des Ministres, sur recommandation du Comité exécutif de la CEA, et il a ajouté que les participants pouvaient se féliciter du fait que, parmi les commissions économiques régionales des Nations Unies, la CEA est la seule qui ait établi un organe permanent sur la population, se réunissant tous les deux ans.

3. Etant donné que cette Conférence suivait immédiatement la Conférence africaine sur la population, le Ministre a déclaré qu'elle offrait l'occasion de discuter d'une manière réaliste des perspectives concernant la population africaine et de mettre en lumière les secteurs appelant des mesures urgentes, de façon que la Conférence puisse fournir des directives précises à la CEA et aux gouvernements africains afin d'orienter leurs efforts en matière de population et contribuer ainsi à un développement économique et social rapide des divers pays.

4. Le Ministre a souligné aussi la nécessité d'améliorer les instruments de recherche démographique et il a fait état des observations formulées par le Premier Ministre S.E. K. Busia qui, dans son discours inaugural adressé à la Conférence africaine sur la population, avait souligné combien il importait de mettre à la disposition des administrateurs et du grand public les données démographiques et les autres résultats des recherches, présentés sous une forme intelligible. Le Ministre a souligné aussi l'importance d'une approche pluridisciplinaire en vue de résoudre les problèmes économiques et sociaux et d'assurer le succès des efforts de planification en général. Enfin, il a exprimé l'espoir que les recommandations qui résulteraient de la réunion seraient prises dûment en considération par la CEA et ses membres.

5. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, M. Robert K.A. Gardiner, étant absent, son discours a été lu par M. Ranjan K. Som, Chef du Centre des programmes de population de la CEA; celui-ci, au nom du Secrétaire exécutif, a remercié le Gouvernement de la République du Ghana d'avoir accepté gracieusement d'accueillir la Conférence.
6. M. Gardiner a estimé tout comme le Ministre que la Conférence donnerait l'occasion d'élaborer des directives à l'intention de la CEA et des pays africains, et il a exprimé l'espoir que ces directives contribueraient à l'établissement des objectifs démographiques dans le cadre des plans nationaux de développement, demandés instamment par la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, compte tenu du récent projet de résolution de la seizième session de la Commission des Nations Unies sur la population, qui avait été adopté en vue de son examen par le Conseil économique et social. M. Gardiner a souligné le caractère pluridisciplinaire des programmes de population, ainsi que la nécessité de disposer d'un plus grand nombre de données et d'analyses concernant non seulement la taille et la structure de la population d'un pays, mais également son évolution et ses rapports avec les facteurs économiques et sociaux.
7. Dans son discours, M. Gardiner a mentionné aussi les efforts déployés par le secrétariat de la CEA pour coordonner les activités des organismes des Nations Unies et des organisations n'appartenant pas aux Nations Unies en matière de population, de façon que l'aide internationale dans ce domaine puisse jouer un rôle utile dans le développement de l'Afrique.
8. A sa troisième réunion, le Comité exécutif de la CEA a recommandé que cette Conférence n'examine pas uniquement les problèmes démographiques, mais étudie aussi les aspects plus vastes de la population, notamment la main-d'oeuvre, l'emploi, etc., ainsi que les problèmes concernant la qualité de la main-d'oeuvre dans les pays africains.
9. Un autre secteur qui appelait des mesures urgentes était l'aide requise en vue de l'établissement d'un système intégré de collecte et d'analyse des données démographiques, leur utilisation, ainsi que les conclusions à en tirer afin d'aider les pays africains qui le demandent à élaborer, exécuter et évaluer leurs politiques en matière de population.
10. Enfin, le Secrétaire exécutif de la CEA a remercié les gouvernements africains, les organismes des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, ainsi que les gouvernements non africains, d'avoir envoyé des représentants à la Conférence. Il a remercié aussi la Division de la population des Nations Unies de l'aide et des conseils qu'elle a fournis en vue de l'élaboration et de l'exécution du Programme africain de population, et le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population de l'aide financière accordée au Programme.

Participation

11. Etaient représentés les Etats membres ci-après : Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Dahomey, Egypte, Ethiopie, Gambie, Ghana, Haute-Volta, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Mali, Maroc, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Souaziland, Soudan, Tchad, Togo, Zaïre et Zambie. La France et le Royaume-Uni, Etats membres associés, participaient également à la Conférence.

12. Des représentants de la Division de la Population du Siège de l'ONU, du Bureau statistique des Nations Unies, du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, ainsi que des fonctionnaires du Programme de population des Nations Unies en poste dans diverses parties de l'Afrique, participaient également. Etaient également présents des observateurs des organismes et des pays ci-après : FISE, FAO, OIT, UNESCO, CMS, Centre démographique du Caire, BIRD, OUA, OCAN, BAD, UDEAC, CEE, Etats-Unis, Finlande, République fédérale d'Allemagne, Yougoslavie, SIDA, Fondation Ford, IPPF, IIS, (Institut international de la statistique), UIESP, OCDE et Conseil de la population. La liste des participants figure à l'Annexe I.

Election du Bureau

13. M. K.T. de Graft-Johnson (Ghana) a été élu Président, et M. Landing Savane (Sénégal) et M. A.M. Monyake (Lesotho) ont été élus Vice-Présidents.

Ordre du jour

14. Les participants ont adopté l'ordre du jour provisoire ci-après :

1. Discours d'ouverture
2. Election du Bureau
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Questions faisant suite à la Conférence africaine sur la population
 - a) La situation démographique en Afrique
 - b) La disponibilité des données démographiques
 - c) L'analyse démographique
 - d) Les aspects démographiques de la main-d'oeuvre et de l'emploi
 - e) Les répercussions des facteurs démographiques sur le développement économique et social et vice versa.
5. Questions découlant de la dixième session de la Commission économique pour l'Afrique

6. Questions découlant de la seizième session de la Commission de la population des Nations Unies
7. Le programme africain de population
 - a) Rapport sur les activités de la CEA dans les domaines démographiques
 - b) Programme intégré d'assistance pour le rassemblement et l'analyse des données démographiques
 - c) Programme de travail pour la période biennale 1972-1974
8. Questions diverses
9. Adoption du rapport et des recommandations
10. Clôture de la session.

II. QUESTIONS DECOULANT DE LA DIXIEME SESSION DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

15. La dixième session de la Commission économique pour l'Afrique, qui était également la première session de la Conférence des Ministres, s'est tenue à Tunis du 8 au 13 février 1971. Elle avait été précédée, du 1er au 6 février, par la deuxième réunion du Comité technique d'exports.

16. Le document E/CN.14/CAD.1/3 reproduit les principaux points relatifs aux activités de la CEA dans le domaine de la population, ainsi que le texte de la résolution 230(X) sur la population.

17. La Conférence a été informée des dispositions prises en vue de la mise en oeuvre des trois paragraphes du dispositif de la résolution, qui prient le Secrétaire exécutif :

- d'accélérer la mise en place des centres sous-régionaux destinés à la formation des démographes;
- d'effectuer l'étude sur les niveaux et les tendances de la population compte tenu du développement économique et social;
- d'élaborer un manuel de démographie contenant des notions et des définitions adaptées aux pays africains.

Concernant le premier paragraphe, la Conférence a accueilli avec satisfaction le fait que les accords relatifs aux instituts de formation et de recherche démographiques d'Accra et de Yaoundé aient été signés.

18. Cependant, les participants ont exprimé le désir de voir ces instituts fonctionner dans les meilleurs délais, sans que cela mûise au choix des directeurs ou à l'élaboration des programmes de formation et de recherche.

19. D'autre part, les participants ont estimé qu'une certaine coordination devrait exister entre les instituts à créer et ceux qui fonctionnent déjà en Afrique.

20. Les participants ont exprimé leur inquiétude devant la pénurie actuelle de services destinés à la formation des démographes de niveau moyen et ils ont recommandé que des cours spéciaux à leur intention soient donnés dans les centres de formation statistique de niveau moyen.

21. La Conférence a en outre recommandé que des mesures soient prises afin que les diplômes des instituts susmentionnés soient reconnus par la fonction publique dans les pays intéressés.

22. Concernant le deuxième paragraphe du dispositif portant sur les études de cas, la Conférence a pris note du fait que ces études de cas ont été préparées et présentées à la Conférence africaine sur la population et que le secrétariat envisage d'en entreprendre d'autres, en collaboration avec les pays africains, afin que le continent soit couvert d'ici 1974.

23. Concernant le troisième paragraphe du dispositif portant sur l'élaboration d'un manuel de démographie contenant des notions et des définitions adaptées aux pays africains, la Conférence a pris note du fait que les travaux relatifs au manuel avaient commencé et que ce dernier devrait pouvoir être présenté à la prochaine conférence des statisticiens africains et à celle des démographes africains.

III. QUESTIONS DECOULANT DE LA SEIZIEME SESSION
DE LA COMMISSION DE LA POPULATION DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

Commissions économiques régionales

24. Les participants ont noté le programme de travail remarquable entrepris en matière de population par les commissions économiques régionales, notamment la création du Centre des programmes de population de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et l'adoption de la résolution 230(X) à la dixième session de cet organisme (première réunion de la Conférence des ministres).

Coopération technique

25. Certains membres ont reconnu la nécessité d'abaisser les taux élevés d'accroissement de la population actuellement enregistrés dans un certain nombre de pays en voie de développement et ils ont estimé que les mesures publiques en faveur de la planification familiale demeureraient inefficaces en l'absence d'une application énergique des politiques de développement économique et social, accompagnée d'une expansion de l'éducation. D'autres membres de la Commission ont fait valoir que l'attention accrue que l'on portait à la planification de la famille reflétait une prise de conscience croissante du problème que les taux élevés d'augmentation de la population posaient dans certains pays en voie de développement et le fait que certaines sociétés en voie d'urbanisation en Amérique latine et en Afrique s'intéressaient vivement à limiter le nombre d'enfants, comme l'indiquaient les taux élevés d'avortement enregistrés dans les zones urbaines. A ce propos, on a attiré l'attention sur le fait que l'infécondité, de même que les faibles taux d'accroissement de la population résultant des taux de mortalité extrêmement élevés, posait dans certains pays des problèmes aussi importants que le taux élevé de natalité dans d'autres pays. On a estimé que l'attention devrait se concentrer davantage sur l'assistance relative aux efforts tendant à réduire la mortalité infantile.

Travaux techniques et recherches

26. La Commission a accordé une haute priorité à l'étude des rapports entre la mortalité infantile et juvénile et la fécondité, de l'importance et de la structure des migrations internationales, ainsi que des différences entre les taux de fécondité. A cet égard, la Commission a été informée que la Commission économique pour l'Afrique prévoyait d'organiser deux réunions sur les tendances de la migration et de l'urbanisation, dont la première se tiendrait en 1972 sur les études et statistiques et la seconde, en 1973, sur les politiques et programmes. Il fallait examiner la question de savoir si une réunion au niveau régional ne serait pas plus efficace qu'un séminaire interrégional.

La population et la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement

27. La Commission a fortement appuyé l'idée d'une politique de population viable. Pour être efficace, la politique démographique devait être formulée et mise en oeuvre dans le cadre général des efforts déployés par les gouvernements pour assurer un développement économique et social permettant d'améliorer effectivement les niveaux de vie des populations. Les membres de la Commission se sont prononcés en faveur d'une conception élargie de la politique démographique, qui devrait à leur avis être conforme aux aspirations comme aux buts nationaux et coordonnée aux politiques adoptées en d'autres domaines d'action gouvernementale tels que l'emploi, la santé publique et la nutrition, l'éducation, le logement, le développement urbain, etc.. Une telle politique devait comprendre des objectifs et mesures tendant non seulement à contrôler la fécondité et à soutenir les programmes de planification familiale, mais encore à augmenter la longévité, c'est-à-dire à réduire les niveaux élevés de mortalité et de morbidité, en particulier chez les nourrissons et les enfants.

28. Les membres de la Commission savaient que l'on avait déjà adopté des stratégies globales pour améliorer la production agricole et l'emploi productif, et que la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement offrait une occasion unique d'améliorer notablement les conditions économiques et sociales dans les régions en voie de développement et, par suite, dans le monde. La Commission a recommandé que l'on recherche les moyens d'établir une stratégie globale en matière de population, tout en apportant aux niveaux régional et national toutes les modifications nécessaires pour refléter les diverses conditions démographiques, ainsi que les différents contextes économiques et sociaux.

29. La Commission a estimé que la définition d'objectifs démographiques nationaux pour la deuxième Décennie du développement constituait une tâche délicate, qui exigeait l'examen de certains facteurs démographiques et socio-économiques, particulièrement en ce qui concernait la formation et le bien-être de la famille, les droits et la dignité de l'homme, les valeurs éthiques et culturelles et les autres facteurs de même nature. La Commission a par conséquent recommandé que les gouvernements envisagent notamment d'arrêter, à l'échelle nationale, les objectifs suivants : a) réduction de la mortalité, en particulier parmi les nourrissons et les enfants; b) régulation de la fécondité; c) réduction de l'accroissement de la population, là où cet accroissement est important; d) amélioration de la répartition de la population, notamment entre les régions, les grandes villes, les villes moins importantes et les zones rurales d'un même pays; e) émigration, dans certaines circonstances, d'éléments de la population ou de la main-d'oeuvre, ou des deux à la fois selon les cas; f) amélioration de la structure de la population et du rapport entre la population économiquement active et la population à charge.

Congrès mondial de la population

30. La Commission a noté que les organismes des Nations Unies et notamment les commissions économiques régionales pouvaient contribuer notablement à la préparation du Congrès mondial de la population.

Institut mondial des Nations Unies pour la formation dans le domaine de la population

31. La Commission de la population a demandé au Secrétaire général d'assurer une formation expérimentale de niveau élevé et de créer un comité capable d'examiner et de suivre l'élaboration de propositions concrètes et détaillées à ce sujet, notamment en ce qui concerne les programmes de formation régionaux et nationaux.

Centres régionaux de formation et de recherche démographiques

32. La Commission a approuvé la continuation de l'aide destinée aux centres régionaux de formation et de recherche démographiques, notamment les trois centres situés en Afrique.

Politiques en matière de population

33. Rappelant la résolution 2683(XXV) de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies et la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, la Commission a proposé que la capacité de l'Organisation des Nations Unies à fournir un appui dans le domaine des politiques démographiques soit renforcée compte tenu des responsabilités des autres organismes des Nations Unies en la matière.

Année mondiale de la population (1974)

34. La CEA, notamment, a déjà présenté des programmes prévoyant les adaptations régionales nécessaires et elle continuerait à jouer un rôle directeur et à accorder une aide supplémentaire.

Projet de résolution en matière de population et de développement présenté au Conseil économique et social

35. La Commission de la population a adopté une résolution engageant tous les Etats membres à coopérer pour assurer une baisse notable du taux d'accroissement de la population dans les pays qui estimaient que ce taux était actuellement trop élevé et pour examiner la possibilité d'arrêter des objectifs concernant une telle réduction dans ces pays. Par cette même résolution, les commissions économiques régionales avaient été invitées à développer encore davantage leurs programmes biennaux et quinquennaux de travail dans le domaine de la population en tenant compte des besoins particuliers à leur région et des recommandations de la Commission de la population. D'autre part, le Secrétaire général a été prié de prendre des mesures propres à accélérer l'exécution du Programme africain de recensement et de continuer à fournir une aide technique et financière aux centres régionaux de formation et de recherche démographiques ainsi que pour l'expansion des services nationaux de formation et de recherche.

Discussions

36. Les participants ont pris note des résultats de la 16ème session de la Commission sur la Population et de leurs implications tant pour le secrétariat

de la CEA que pour les gouvernements africains. Ils ont discuté notamment des mesures prises en vue de la Conférence mondiale de la population de 1974 pour laquelle le Secrétaire général avait invité les gouvernements à établir des plans pour les trois prochaines années, de façon que les secteurs appelant une attention particulière en matière de population puissent être identifiés et que des mesures appropriées puissent être prises.

37. En ce qui concernait l'Année mondiale de la population, les gouvernements devaient faire des propositions concernant les mesures à prendre à l'échelon national, et les Nations Unies devaient fournir notamment des bourses à cet effet.

38. On a attiré l'attention sur la réunion des directeurs des instituts nationaux de recherche démographique organisée à Lyon et dont le thème principal avait été la collaboration entre les organisations nationales en ce qui concerne tout particulièrement les études démographiques. On a estimé que pour la région africaine, le secrétariat de la CEA pouvait assurer la coordination requise.

39. Le secrétariat a accepté de préparer le manuel démographique (dont il est question au paragraphe 23 du présent rapport) avant la deuxième session de la Conférence des démographes africains prévue pour 1973, de façon qu'il puisse être utilisé par les pays pour leurs études en vue de la Conférence mondiale de la population.

40. On a demandé au secrétariat de la CEA d'entreprendre des études sur les rapports entre la mortalité infantile et juvénile et la fécondité. Les participants ont préconisé des monographies macro-économiques et micro-économiques sur les rapports entre la croissance de la population et le développement économique et social, et ils ont insisté pour que la portée des recherches techniques soit élargie.

41. Les participants se sont réjouis également des propositions visant à organiser deux séminaires sur les migrations et l'urbanisation en Afrique, et ils ont suggéré que l'on invite aussi des administrateurs et des planificateurs à participer au deuxième séminaire traitant des politiques et des programmes à ce sujet.

42. Enfin, les participants ont pris note des recommandations de la Commission de la population invitant les commissions économiques régionales à développer leurs programmes de travail biennaux et quinquennaux dans le domaine de la population compte tenu de leurs besoins régionaux particuliers, conformément aux recommandations de la Commission sur la population.

43. La Conférence a noté en particulier que la résolution de la Commission de la population adoptée par le Conseil économique et social reflétait la conviction que le développement économique et social constituait un élément essentiel et une condition préalable pour une politique démographique efficace, et que, dans cette résolution, on priait tous les Etats membres d'accorder toute l'attention voulue à leurs objectifs démographiques et aux mesures à cet effet au cours de l'examen biennal de la mise en oeuvre de la deuxième Décennie

des Nations Unies pour le développement et de prendre les mesures qui pouvaient être nécessaires pour améliorer les statistiques et la recherche démographiques, ainsi que le système de planification nécessaire aux politiques et aux programmes relatifs à la population; ils ont noté en outre que, dans cette résolution, on priait également tous les Etats membres de coopérer afin de réduire sensiblement le taux de croissance de la population dans les pays qui estimaient que leur taux actuel de croissance était trop élevé et d'étudier les possibilités d'établir des objectifs en vue de cette réduction dans ces pays.

Coordination régionale

44. Les participants ont pris note des mesures de coordination régionale entreprises par le secrétariat de la CEA avec les organismes des Nations Unies et des organisations n'appartenant pas aux Nations Unies, et ils ont estimé avec la Commission de la population que les efforts en ce sens devaient s'intensifier.

Autres types d'assistance

45. Un séminaire sur les données démographiques et l'utilisation d'ordinateurs, compte tenu spécialement des recherches en matière de population, a été organisé pour les pays anglophones d'Afrique (trois pays francophones s'y étant fait représenter) par la Fondation allemande pour les pays en voie de développement et le Bureau de Statistique de la République fédérale d'Allemagne. Les participants à cette réunion ont adopté plusieurs recommandations concernant les programmes de travail de l'ONU et de la Commission économique pour l'Afrique^{1/}. Ces recommandations se rapportent aux activités suivantes : étude des éléments du coût des recensements, études méthodologiques de la mortalité, élaboration d'un programme de formation au système de mise en tableaux des données de recensement (CENTS), communication d'une version facilement utilisable de ce système aux pays africains qui en font la demande, assistance aux pays au titre des programmes relatifs à la formation de personnel pour le traitement électronique des données, distribution aux pays africains de formules de contrats portant sur la fourniture de matériel électronique pour le traitement des données en vue de recommander à ce sujet des spécifications normalisées, formulation d'un plan général de détection et de correction des erreurs, élaboration d'un modèle régional de table de mortalité convenant aux pays africains, recherches sur les études de migration en vue de la confection de modèles de migration, étude des moyens de calcul à l'ordinateur existant dans les pays africains, études sur la possibilité d'obtenir des ordinateurs faciles à utiliser pour les projections

^{1/} Fondation allemande pour les pays en voie de développement (Centre de séminaires sur le développement économique et social) et Bureau de statistiques de la République fédérale d'Allemagne, Rapport du Séminaire sur les données démographiques et l'utilisation d'ordinateurs, compte tenu spécialement des recherches en matière de population (POP/COMP.4/71).

démographiques, aide aux pays africains pour tous les aspects du rassemblement et de l'analyse des données ainsi que pour les programmes de population, organisation d'un séminaire de même nature pour les pays africains francophones.

46. Les participants ont remercié le représentant de la République fédérale d'Allemagne, qui a annoncé que les mesures en vue du séminaire organisé à l'intention des pays francophones avaient été prises et que l'on envisageait d'organiser ce séminaire du 20 novembre au 7 décembre 1972; les invitations seraient adressées aux gouvernements africains au début de l'année suivante.

IV. PROGRAMME AFRICAIN DE POPULATION

Rapport sur les activités de la CEA en matière de population et programme de travail pour la période biennale 1972-1974

47. Les participants ont été saisis du rapport sur les activités de la CEA en matière de population, ainsi que du programme de travail pour la période biennale 1972-1974. Ils ont noté que le programme biennal de travail avait été examiné par la deuxième réunion du Comité technique d'experts de la CEA et approuvé par la dixième session de la CEA (première Conférence des ministres) et que le programme de travail actuel tenait compte des demandes formulées récemment par le secrétariat de la CEA en vue de projets supplémentaires, notamment une aide importante pour la troisième Conférence mondiale de la population, l'Année mondiale de la population (1974) et le Programme africain de recensement.

48. Le secrétariat a expliqué qu'un certain nombre de projets avaient été différés en raison du manque de ressources et des difficultés en matière de recrutement.

49. Les participants avaient auparavant formulé certaines suggestions pour le futur programme de travail, dont le secrétariat tiendrait compte. Les participants ont loué généralement les travaux accomplis par le Centre des programmes de population, ils ont approuvé le futur programme de travail et ont fait plusieurs suggestions concrètes visant à accroître l'efficacité de l'aide fournie par le Centre aux pays africains.

50. Les participants se sont félicités du fait que le secrétariat avait pu, en collaboration avec le Siège de l'ONU, obtenir, dans le cadre du programme régional d'assistance, des bourses des Nations Unies et des services consultatifs régionaux. Ils ont estimé cependant qu'il faudrait mettre au point une méthode plus simple que la méthode actuelle pour obtenir des services consultatifs régionaux, et ils ont attiré l'attention du Comité technique d'experts de la CEA sur ce problème.

51. On a souligné l'importance de la coordination des projets tant à l'échelon régional que national et les participants ont loué les efforts de la CEA à cet égard, se réjouissant notamment de la participation des membres africains de la Commission de la population à la réunion des organisations n'appartenant pas aux Nations Unies.

52. Les participants ont remercié le représentant du Gouvernement des Etats-Unis qui avait offert de collaborer avec la CEA pour aider les pays africains à organiser des séminaires et des programmes de formation à court terme et à long terme au système de mise en tableaux des données de recensement (CENTS), à l'organisation et l'exécution des recensements de population, à la cartographie et aux enquêtes démographiques par sondage; il a assuré aussi les participants de l'aide de son Gouvernement concernant les missions de faisabilité pour le

programme africain de recensement, ainsi que pour les opérations proprement dites, notamment dans le domaine du traitement des données, des enquêtes par sondage et de la cartographie. Le représentant du Royaume-Uni a également déclaré que son Gouvernement était prêt à fournir une aide constante aux pays africains.

Assistance technique des Nations Unies

53. Le représentant du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population a fait un exposé sur l'origine et l'évolution du Fonds, sur le rôle qu'il avait joué et qu'il espérait jouer à l'avenir. Le Fonds avait pour objet d'aider les gouvernements concernant tous les problèmes de population, de les aider à prendre conscience de ces problèmes et à les résoudre. Parmi les activités du Fonds figurait l'aide dans des domaines tels que le rassemblement des données, y compris les recensements, les statistiques d'état civil et l'amélioration des connaissances sur les problèmes de population, la formation, les politiques et les programmes relatifs à la population, etc.. On a expliqué que, contrairement à l'assistance technique traditionnelle, le Fonds pouvait contribuer et contribuait en fait à des activités telles que le paiement des coûts locaux, la rémunération des enquêteurs, certaines dépenses locales d'exploitation des véhicules, etc.. On a également expliqué aux participants les modalités concernant les demandes d'assistance, ainsi que la marche à suivre en vue de l'approbation de ces demandes.

54. Le représentant de la Division de la Population du Siège de l'ONU a parlé du rôle de la Division concernant l'examen des projets pour lesquels une demande de financement était adressée au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population.

Programme intégré d'assistance pour le rassemblement et l'analyse des données démographiques

55. On a signalé aux participants que le secrétariat de la CEA avait réuni en janvier 1971 un groupe consultatif qui avait permis l'élaboration du Programme africain de recensement, lequel devait permettre, d'une part, de résoudre les difficultés qu'éprouvaient certains pays à participer à la série de recensements de la population de 1970 et, d'autre part, d'assister les pays qui souhaiteraient obtenir des données sur la population plus détaillées et plus exactes que celles qu'ils obtenaient habituellement dans leurs recensements. Le Programme africain de recensements avait été présenté à la deuxième réunion du Comité technique d'experts et à la première Conférence des ministres de la CEA organisée à Tunis en février 1971.

56. Par la suite, le Secrétaire exécutif de la CEA avait invité les Etats membres à l'informer de leurs besoins en matière d'assistance dans ce domaine en précisant toutefois que les programmes des divers pays ne pourraient être entièrement financés à l'aide des seules ressources de l'organisation des Nations Unies. Un certain nombre de demandes d'assistance avaient déjà été reçues et

l'on espérait que les projets par pays pourraient entrer très prochainement dans la phase opérationnelle en collaboration avec le Siège de l'ONU et le Centre des programmes de population et la Division de la statistique de la CEA, les moyens financiers étant fournis par le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population. On a souligné combien il importait d'assurer que les projets soient soumis, aussitôt que possible après leur élaboration, aux représentants résidents du Programme des Nations Unies pour le développement, avec notification à la CEA.

57. Des missions de faisabilité avaient déjà été organisées dans un certain nombre de pays, et on envisageait d'organiser des missions dans d'autres pays au début de 1972. L'objet de ces missions étant d'assister les pays à préparer leur demande d'assistance à soumettre au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population par l'intermédiaire du Représentant des Nations Unies dans le pays concerné, une copie devant être envoyée à la CEA.

58. La Conférence a pris note avec satisfaction de la déclaration du représentant du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, selon laquelle l'aide du Fonds pouvait même être attribuée aux pays qui ne contribuaient pas au Fonds, encore qu'une contribution, même symbolique, serait bienvenue.

59. La Conférence a recommandé que des voyages d'études soient organisés dans les pays africains qui avaient déjà effectué un recensement afin de faire bénéficier de leur expérience les pays qui s'apprétaient à effectuer un recensement. D'autre part des bourses devaient être mises à la disposition des pays africains afin de leur permettre de former le personnel dont ils auraient besoin pour effectuer leurs recensements.

60. Les participants ont noté que la seizième session de la Commission de la population avait adopté, en vue d'une action du Conseil économique et social, une résolution qui priait notamment le Secrétaire général de prendre des mesures appropriées afin d'accélérer la mise en oeuvre du Programme africain de recensement. Se félicitant de cette résolution, les participants ont demandé instamment que l'on simplifie au maximum les procédures relatives à la présentation, à l'approbation et à l'exécution des projets par pays. Les participants ont estimé que la coordination des projets à l'échelon régional serait facilitée si l'on détachait auprès du secrétariat de la CEA un fonctionnaire du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population.

V. QUESTIONS RESULTANT DE LA CONFERENCE AFRICAINE SUR LA POPULATION

Présentation du projet de rapport de la Conférence africaine sur la population

61. Le projet de rapport de la Conférence africaine sur la population, préparé par le secrétariat de la CEA, a été présenté à la Conférence des démographes africains. La session a commencé par une brève référence aux niveaux et aux types actuels et futurs de croissance démographique en Afrique, et on a montré que la fécondité, qui était la plus élevée dans cette région, commencerait à décliner au milieu de la prochaine décennie, et que son taux actuel de natalité, qui est de 47 p. 1000 diminuerait, mais même qu'à la fin du siècle le taux de natalité prévu de 38 p. 1000 serait encore beaucoup plus élevé que celui des autres principales régions en voie de développement, où la fécondité avait commencé à décliner plus tôt. On a également indiqué les valeurs sociales qui empêcheraient probablement le déclin plus rapide de la fécondité, et notamment les usages et les valeurs actuels concernant le mariage. Au cours des discussions, on a cependant reconnu qu'il existait certains groupes de population dans les pays africains, par exemple au Gabon et parmi certaines populations nomades, où le niveau de fécondité était relativement faible, et que, dans ces régions, il faudrait établir des programmes destinés à combattre la stérilité et la sous-fécondité.

62. On a également présenté les preuves d'un déclin correspondant du niveau de mortalité à l'avenir. Il était probable que l'espérance de vie à la naissance, estimée à l'heure actuelle à 46 ans, passerait à 58 ans et demi en 1995-2000, soit sept ans de moins que le chiffre projeté pour l'Asie du sud et 13 ans de moins que le chiffre projeté pour l'Amérique latine. Il importait également à noter que la région avait encore le taux de mortalité infantile le plus élevé.

63. En ce qui concerne la croissance de la population en Afrique, on prévoyait que le taux actuel estimé de 2,3 p. 100 par an, qui était égal à celui de l'Asie du sud et de l'Amérique latine, deviendrait au cours de la prochaine décennie le plus élevé, soit 3 p. 100, parmi les régions du monde et continuerait d'être le plus élevé au cours d'une bonne partie du XXI^{ème} siècle. En l'an 2000, la population de l'Afrique pourrait être de 743 millions, ou de 818 millions, ou de 906 millions d'habitants, selon l'évolution de la fécondité et de la mortalité; l'estimation "moyenne" prévoyait que la population de 1970 augmenterait de 138 p. 100, avec un taux de croissance global de 3 p. 100 par an au cours de la période de 1970-2000, tandis que, selon les estimations "faible" et "élevée", les taux de croissance seraient respectivement de 2,5 et 3,3 p. 100.

64. On a noté en outre qu'en raison du rythme rapide de croissance, le continent devait et devrait fournir davantage d'écoles et d'emplois pour la population jeune, ce qui constituait une tâche onéreuse. Le fardeau des personnes à charge (enfants et personnes âgées), tout particulièrement les enfants, augmenterait également dans une large mesure à l'avenir. A cet égard, on a estimé qu'il fallait tenir compte des besoins et des services essentiels en matière de planification sociale et économique. Les mouvements de population

entre les villages et les villes ont également été évoqués, et on a souligné que la population urbaine augmentait à un rythme très rapide dans cette région. Les principaux problèmes du développement urbain concernaient surtout le déplacement des populations vers les villes principales.

65. Compte tenu de la situation actuelle, on a ensuite indiqué plusieurs secteurs prioritaires de recherche et de planification. On a souligné tout particulièrement la mortalité infantile, notamment ses rapports avec la fécondité, ainsi que l'élaboration de méthodes satisfaisantes pour l'étude des processus et des mouvements urbains. On a également estimé qu'il fallait mettre au point des mesures pour régler le rythme rapide d'urbanisation.

66. Compte tenu des discussions antérieures concernant le Programme africain de recensement, on a estimé que le Programme de recensement devait être renforcé par un plus grand nombre d'études et que, ce faisant, il fallait accorder aux caractéristiques économiques et sociales la même attention qu'aux problèmes démographiques.

67. On a également estimé que divers types d'enquêtes démographiques par sondage (enquête à passage unique, enquête à passages multiples, méthode double) étaient utiles pour fournir les données démographiques requises. De même, on a suggéré l'établissement de systèmes permanents d'enregistrement des faits d'état civil, et on a recommandé la mise au point de nouvelles techniques pour mesurer non seulement le caractère suffisant des données, mais également leur cohérence interne.

68. La Conférence africaine sur la population a noté également que la coordination des activités entre les démographes et les planificateurs était indispensable pour l'utilisation des données démographiques en vue de la planification du développement social et économique. Cette coordination devait concerner l'utilisation, l'analyse et l'interprétation des variables démographiques et économiques qui étaient interdépendantes à bien des égards. Cette coordination assurerait également qu'en matière de santé et d'éducation il y aurait une intégration et une utilisation plus poussées des données démographiques (fécondité, mortalité, morbidité, etc.) comme facteurs déterminant l'ampleur des besoins à court terme et à long terme.

69. En ce qui concerne les rapports entre les variables démographiques et le développement agricole, on a insisté sur la nécessité d'améliorer l'alimentation et la nutrition de la population dans le cadre de l'amélioration de la qualité de la vie des individus et des familles. On a fait observer tout particulièrement que sur le continent africain la malnutrition constituait un problème important aggravé par le faible revenu des Africains.

70. Au cours des débats sur l'industrialisation, on a souligné la nécessité de développer l'agriculture traditionnelle grâce à des innovations adaptées aux besoins et à la mentalité des populations. On a lancé un appel en vue du développement de l'intégration et de la coopération régionales en matière de développement industriel.

71. En ce qui concerne le problème de la planification de la main-d'oeuvre, on a estimé qu'il fallait faire porter l'attention tout d'abord sur le développement des aptitudes de la main-d'oeuvre grâce à des programmes de formation, ensuite sur les divers moyens de combattre le chômage et troisièmement sur le problème de migration des habitants des zones rurales vers les villes. Il importait également de considérer le caractère adéquat et l'applicabilité des notions utilisées pour l'étude de la main-d'oeuvre et il fallait aussi encourager l'amélioration du rassemblement, de l'analyse et de l'interprétation des statistiques démographiques connexes.
72. Il a été question aussi des répercussions des mouvements et de la redistribution de la population sur le développement. On a fait observer qu'on ne disposait pas de données suffisantes à ce sujet et qu'il fallait effectuer davantage de recherches, notamment en ce qui concerne la demande et la fourniture de services essentiels. Il fallait dès lors que les planificateurs s'intéressent aux programmes ruraux et urbains de développement. En ce qui concerne la politique à suivre, on a estimé que les gouvernements devaient être encouragés à adopter une attitude plus positive en ce qui concerne la révision de leurs systèmes de propriété foncière et des modes d'utilisation des terres.
73. On a fait remarquer que la redistribution de la population devait être considérée comme faisant partie du processus du développement du pays, et on a demandé à la CEA de créer un groupe de travail sur l'utilisation des graphiques établis par ordinateur, afin d'établir des types cartographiques uniformes pour les régions et les sous-régions du continent.
74. On a montré que les problèmes de la qualité de la population en tant que facteur clé du développement économique, ainsi que les répercussions de la structure de la population sur les objectifs sociaux et économiques constituaient des problèmes essentiels mis en lumière par les études de cas présentées à la Conférence africaine sur la population. Les études micro-économiques soulignaient l'importance des rapports entre la santé infantile et la malnutrition, les effets du sevrage précoce sur la mortalité infantile, et l'affaiblissement du processus d'apprentissage et d'ajustement chez les enfants. Un point essentiel indiqué par les études macro-économiques était que le taux de croissance de la population était plus important que la taille absolue, lorsqu'il s'agissait d'évaluer les besoins et les possibilités en matière de développement.
75. Certaines des études micro-économiques ont indiqué que la planification familiale devait être considérée comme un instrument de santé indispensable pour réduire la malnutrition, la morbidité et la mortalité chez les nouveau-nés, les enfants et les mères, en vue d'améliorer les conditions d'existence. On a montré que ce point de vue correspondait à celui qui avait été exprimé dans le rapport présenté par l'OMS et qu'il avait été appuyé et répété constamment par de nombreux participants. On a estimé que la planification familiale devait s'intéresser à la santé des mères et de leur progéniture et que les services de planification familiale devaient, lorsque c'était possible, être inclus dans les services de santé maternelle et infantile.

76. Un document des Nations Unies sur le problème connexe de la politique à suivre a souligné que les politiques en matière de population comportaient diverses mesures qui affectaient tous les aspects et caractéristiques de la population et qu'elles ne devaient pas se contenter de traiter de la planification familiale en tant que telle.

77. On a fait remarquer que la FAO exécutait des programmes de développement rural visant à aider les familles à améliorer leur niveau de vie et à les rendre conscientes de l'existence de plusieurs moyens leur permettant d'améliorer leur existence. Le programme a souligné ensuite la nécessité de fournir une alimentation appropriée aux mères et de prendre des mesures permettant d'améliorer le statut des femmes en général.

Discussion

78. Les participants ont formulé plusieurs observations sur la teneur du projet de rapport de la Conférence africaine sur la population. Certains participants ont estimé que les divers avis concernant les problèmes de population exprimés au cours de la Conférence africaine sur la population n'étaient pas reproduits pleinement dans ce rapport. Le secrétariat a précisé que la réunion du Groupe non officiel sur "Une nouvelle méthode de recherche sur la population en Afrique : idéologie, faits et politiques" n'avait pas été organisée sous les auspices des responsables de la Conférence africaine sur la population et que le rapport de la réunion de ce Groupe ne pouvait pas par conséquent faire partie du rapport de ladite Conférence; cependant, il serait tenu compte dans le rapport final des observations formulées pour les autres sessions plénières et spéciales officielles de la Conférence, si elles n'étaient pas déjà incluses dans le projet de rapport. A cet égard, le secrétariat a invité les participants à suggérer des modifications et des additifs au projet de rapport, et il a en fait reçu un certain nombre de suggestions de cet ordre. Le rapport final, ainsi que la liste des documents, seraient présentés à la troisième réunion du Comité technique d'experts de la CEA, ainsi qu'à la deuxième session de la Conférence des démographes africains.

79. Au cours des débats sur le thème général résultant de la Conférence africaine sur la population, certains participants ont fait observer qu'il existait manifestement des opinions concernant les politiques de population et leurs rapports avec les politiques de développement économique et social. Les tenants de la première théorie considéraient que les taux élevés de croissance de la population existant dans les pays en voie de développement, particulièrement en Afrique, constituaient l'un des principaux obstacles au développement économique et social et que par conséquent la réduction de ces taux élevés de croissance de la population devait devenir un instrument essentiel dans la stratégie du développement; on devait considérer que les mesures de planification familiale à cet effet découlaient du droit inaliénable du couple de décider de la taille de sa famille et, pour réussir dans le contexte africain, ces mesures devaient être présentées à la population comme des mesures médico-sociales. Les tenants de la seconde théorie estimaient que le taux élevé de croissance de la population ne constituait pas un réel

problème, que le principal obstacle au développement économique et social dans ces pays n'était pas le facteur population mais les écarts considérables existant entre les pays développés et les pays en voie de développement; la politique de la population irait alors de pair avec le processus de développement social et économique et, dans ce cas, les services de planification familiale devaient être mis à la disposition de la population uniquement comme moyen d'améliorer le bien-être familial et la santé des mères et des enfants. La réduction du taux de stérilité existant dans certaines parties de l'Afrique devait être considérée comme tout aussi importante que la réduction des taux élevés de fécondité.

80. A cet égard, l'attention des participants a été attirée sur les diverses résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Conseil économique et social, ainsi que sur la résolution adoptée par la seizième session de la Commission de la population. Ces résolutions ne considéraient pas que la planification familiale remplaçait le développement économique et social. La résolution de la Commission de la population avait exprimé notamment la conviction que le développement économique et social constituait un élément essentiel et indispensable pour une politique efficace de la population, et les résolutions des Nations Unies soulignaient aussi l'importance des différentes caractéristiques de la population dans chaque pays et chaque région et les besoins qui en découlaient. On a fait remarquer en outre que les avis mentionnés dans le paragraphe précédent arrivaient à la même conclusion en ce qui concerne la communication de renseignements et la fourniture de services de planification familiale à ceux qui désiraient les obtenir dans le cadre des politiques nationales et de l'amélioration des conditions d'existence, bien que tenant compte avant tout de la santé et du bien-être de la population, notamment des nourrissons, des enfants et des mères et non uniquement compte tenu de la réduction de la taille de la famille. On a estimé aussi que le terme "planification familiale" n'était pas entièrement satisfaisant, car il était souvent considéré comme comportant un élément d'inhibition, voire un élément négatif. Il semble que l'on ait été généralement d'accord pour reconnaître que pour être efficaces, les programmes de planification familiale ne devaient pas se contenter uniquement d'offrir des services de planification familiale. Il fallait reconnaître les rapports de la planification familiale avec tous les aspects de la vie, de façon que les programmes puissent trouver une place et un rôle au sein des autres services appropriés et souhaitables, tels que les services de santé maternelle et infantile, les services d'éducation et les activités de vulgarisation rurale. Il fallait aller au-delà de la planification familiale et couvrir le domaine tout entier de la famille et de la protection sociale.

81. Les participants ont prié instamment les démographes africains d'entreprendre des études de cas indiquant de façon quantitative les rapports entre la croissance de la population et le développement économique et social. On a prié également les Nations Unies et la CEA d'assurer que l'aide des divers organismes et organisations ne se limite pas uniquement aux pays ayant des politiques et des programmes de planification familiale, et que, à la demande des gouvernements respectifs, cette aide soit fournie aux pays concernant tous les aspects de la population, notamment la réduction de la stérilité et de la sous-fécondité, lorsque celles-ci constituaient un problème.

VI. QUESTIONS DIVERSES

Revue africaine de la population

82. On a signalé que l'idée d'une Revue africaine de la population avait été présentée pour la première fois au Groupe d'experts sur la population de la CEA réuni en juin 1970; on avait estimé qu'au stade initial une collaboration serait souhaitable avec la Revue statistique proposée sous les auspices de l'Association des statisticiens africains. La CEA et d'autres organisations pourraient fournir une aide à cet effet. En attendant, on a invité les participants à contribuer au Bulletin africain de la population et à l'utiliser également comme moyen de communication et d'échanges entre eux. On a mentionné à cet égard l'utilisation de fonctionnaires chargés d'assurer la liaison dans les services gouvernementaux et les autres institutions.

Structure et effectifs du Centre des programmes de population

83. On a proposé que le Centre des programmes de population de la CEA soit réorganisé de façon à comporter des sections sur le Programme africain de recensement, des études et des recherches, des conférences et de façon à assurer la coordination. Le Centre des programmes de population a été prié de jouer un rôle de direction dans les programmes de population dans la région et d'encourager les programmes appuyés par la Conférence des démographes africains et par les autres organismes législatifs et chargés de formuler des recommandations.

84. Les participants ont noté que les demandes faites par la Commission de la population de l'ONU concernant la troisième Conférence mondiale de la population, l'Année mondiale de la population et d'autres études, les autres demandes faites par des organismes tels que le Séminaire sur les données relatives à la population et l'utilisation des ordinateurs en ce qui concerne particulièrement la recherche, la Conférence africaine sur la population, ainsi que la première session de la Conférence des démographes africains imposaient un fardeau supplémentaire considérable au secrétariat de la CEA. Les ressources actuelles en personnel du Centre des programmes de population de la CEA étaient restées au même niveau qu'en 1970 et elles étaient insuffisantes pour accomplir le programme de travail pour la période biennale. Les participants ont dès lors prié instamment les Nations Unies et le Comité technique d'experts, ainsi que le Comité exécutif de la CEA, de renforcer les effectifs de personnel du Centre des programmes de population, en désignant en 1972 quatre fonctionnaires supplémentaires et un ou deux conseillers spécialistes des problèmes démographiques. Les participants se sont réjouis du fait que le Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population acceptait en principe de fournir l'aide requise à cet effet. Les participants ont été informés qu'un fonctionnaire du Programme de population de l'ONU serait affecté au secrétariat de la CEA. Les participants ont également prié les gouvernements africains de mettre des Africains qualifiés à la disposition du secrétariat de la CEA, lorsque celui-ci le demandait.

Mesures en vue de la deuxième session de la Conférence des démographes africains

85. On a décidé que la deuxième session de la Conférence des démographes africains se tiendrait à la fin de l'année 1973, mais que l'on déciderait ultérieurement de la date et du lieu exacts de la réunion. On a proposé également d'organiser la Conférence des démographes africains en même temps que celle des statisticiens africains, mais les participants ont estimé que cela présenterait un inconvénient pour ceux qui seraient désireux d'assister aux deux conférences, et qu'en outre cela ne serait pas souhaitable en raison de l'évolution future des études, de la formation et de la spécialisation démographiques dans la région.

VII. RECOMMANDATIONS

86. Tenant compte des débats antérieurs de la Conférence des démographes africains et des délibérations de la Conférence africaine sur la population, la Conférence des démographes a formulé les recommandations suivantes.

Etudes et travaux techniques

1) Le secrétariat de la CEA doit poursuivre les monographies sur les niveaux et l'évolution de la population et leurs rapports avec le développement économique et social dans les conditions propres à chaque pays. Le Siège de l'ONU et le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population ont été priés de fournir l'aide nécessaire à cet égard au secrétariat de la CEA, ainsi qu'aux experts travaillant dans les pays africains.

2) Le secrétariat de la CEA doit terminer le projet de manuel démographique comportant des notions et des définitions adaptées aux pays africains en vue de leur présentation aux prochaines conférences des démographes africains et statisticiens africains.

Formation démographique

3) Tout en se félicitant de la création des instituts pour l'étude de la population à Accra et Yaoundé, la Conférence a recommandé que les cours de démographie donnés aux centres existants de formation statistique de niveau moyen soient renforcés grâce à un nombre suffisant de bourses des Nations Unies.

Assistance technique, y compris le Programme africain de recensement et les réunions à ce sujet

4) Les Nations Unies et la CEA ont été priées de mettre au point une méthode plus simple que la méthode actuelle pour fournir des services consultatifs régionaux aux pays africains. Le secrétariat de la CEA a été prié d'identifier les sujets spécifiques nécessitant des services consultatifs régionaux dans les pays et d'établir ces services pour les mettre à leur disposition. A la demande d'un pays membre, le secrétariat de la CEA devrait, en collaboration avec le Siège de l'ONU et le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, prendre les mesures nécessaires pour que les experts des autres Etats membres soient détachés en tant que consultants des Nations Unies. Dans certains cas et à la demande des gouvernements bénéficiant de ces services, un spécialiste du Programme de population des Nations Unies devrait, sous réserve d'autres considérations, être autorisé à rester aussi longtemps que possible dans la sous-région qui lui est assignée. La Conférence s'est félicitée de la proposition visant à la création de deux postes supplémentaires de spécialistes des programmes de population pour l'Afrique et à la désignation d'un spécialiste des programmes de population au siège de la CEA en vue d'une meilleure coordination.

5) En ce qui concerne le Programme africain de recensement, les participants ont demandé que l'on simplifie les modalités d'assistance de l'ONU pour satisfaire rapidement toutes les demandes et ils ont appuyé la résolution de la Commission de la population qui demandait une exécution rapide du Programme africain de recensement.

6) Les Nations Unies et la CEA ont été priées de mettre au point des moyens (bourses d'études ou voyages d'étude) qui permettraient aux experts d'un pays d'observer les enquêtes effectuées dans d'autres pays. Les experts africains ont été également priés de prendre des mesures en vue de la coopération et de l'échange d'experts et d'observateurs entre eux.

7) Les participants ont recommandé que la CEA accepte l'offre de coopération des gouvernements non africains en ce qui concerne l'organisation de séminaires, de stages de formation, etc., le traitement des données, le système de mise en tableaux de données de recensement (CENTS), l'organisation et l'exécution des recensements de populations, la cartographie, les enquêtes démographiques par sondage et les autres domaines relatifs à la population.

8) Les participants ont recommandé qu'un groupe de travail soit créé par la CEA pour étudier notamment l'utilisation des graphiques établis par ordinateur pour la mise à jour des données relatives à la population et à ses déplacements dans les diverses parties de l'Afrique, afin de mettre au point une présentation cartographique uniforme de leurs caractéristiques.

Population et développement

9) Les participants ont appuyé la résolution adoptée par la seizième session de la Commission sur la population des Nations Unies en vue d'une action par le Conseil économique et social. Cette résolution montre que le développement économique et social est considéré comme un élément essentiel et une condition préalable pour une politique démographique efficace et elle prie tous les Etats membres d'accorder toute l'attention voulue à leurs objectifs et leurs mesures démographiques au cours de l'examen biennal concernant l'exécution de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement; de prendre les mesures requises pour améliorer les statistiques et la recherche démographiques, ainsi que le système de planification requis pour l'élaboration des politiques et des programmes en matière de population; de collaborer pour assurer une réduction sensible du taux de croissance de la population dans les pays qui considèrent leurs taux actuels de croissance comme trop élevés et pour étudier les possibilités d'établir des objectifs en vue de cette réduction dans ces pays. Les participants ont recommandé également que l'on accorde une attention suffisante, grâce à des études et des recherches, aux problèmes de la sous-fécondité et de la stérilité qui se posent dans certaines parties de l'Afrique et que l'aide voulue soit fournie à la demande des gouvernements concernés.

10) Rappelant les diverses résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, qui reconnaissent notamment que les nations ont le droit souverain de déterminer leurs politiques nationales en matière de po-

pulation, les participants ont exprimé l'espoir que les gouvernements africains établiraient des objectifs démographiques dans le cadre de leurs plans nationaux de développement, de la Stratégie africaine pour le développement au cours des années 70 et de la Stratégie internationale du développement, conformément à leurs besoins nationaux et à leurs ressources. Les participants ont noté à cet égard la recommandation de la seizième session de la Commission de la population des Nations Unies demandant que les Etats membres des Nations Unies envisagent notamment, lors de l'établissement de leurs objectifs nationaux globaux, les objectifs démographiques ci-après : a) réduction de la mortalité, en particulier de la mortalité infantile et juvénile; b) mesures en vue du contrôle de la fécondité (y compris le taux élevé de fécondité ainsi que sous-fécondité, la stérilité); c) réduction du taux de croissance de la population lorsque celui-ci est élevé; d) amélioration de la répartition de la population, notamment entre les zones d'un même pays, les grandes villes, les villes moins importantes et les zones rurales; e) dans certains cas, émigration de la population et de la main-d'oeuvre lorsqu'il le faut; f) amélioration de la structure de la population, coefficient entre la population économiquement active et la population à charge qui en résulte.

Services de santé maternelle et infantile et programme de planification familiale

11) Rappelant également les diverses résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social qui reconnaissent notamment le droit des parents de déterminer librement et en toute responsabilité le nombre de leurs enfants et l'espacement de leurs naissances et qui estiment que les connaissances et les moyens doivent être fournis à ceux qui le désirent, les participants ont recommandé que les services de santé maternelle et infantile comportent des services de planification familiale pour ceux qui le désirent, et que, lorsque des programmes de planification familiale sont en cours d'exécution, des services de santé maternelle et infantile soient inclus dans ces programmes de planification familiale.

Renforcement du secrétariat de la CEA

12) Notant le programme de travail approuvé par la Conférence et les autres organes de la CEA chargés des recommandations et de la législation et rappelant que la deuxième réunion du Comité technique d'experts de la CEA avait estimé qu'une expansion rapide du Programme africain de population était nécessaire pour lui permettre d'atteindre un niveau comparable à celui des autres régions et pour fournir aux pays africains les services dans les domaines où les besoins sont les plus urgents, et se félicitant en outre du fait que le Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population acceptait en principe d'appuyer le Programme africain de population en 1972 et au-delà, les participants ont demandé une réorganisation du Centre des programmes de population à la CEA et son renforcement, de façon que le programme de travail puisse être exécuté efficacement et promptement.

VIII. SEANCE DE CLOTURE

87. Après l'adoption du rapport lors de la séance finale de la Conférence, M. Prosper Rajaobelina, Secrétaire exécutif adjoint de la CEA, a assuré les participants que la CEA ne ménagerait pas ses efforts pour la mise en oeuvre de leurs recommandations. Il a remercié le Gouvernement du Ghana d'avoir accueilli la Conférence des démographes africains, ainsi que la Conférence africaine sur la population qui l'avait précédée du 9 au 18 décembre 1971.

88. Dans son discours de clôture, S.E. M. Jones Ofori-Atta, Secrétaire ministériel, Secrétariat du développement, Bureau du Premier Ministre du Ghana, a fait remarquer que la Conférence avait concentré son attention sur le problème difficile de la population en tant que facteur du développement économique et social, et que ses recommandations seraient utiles à tous. Il a assuré la CEA de l'intérêt constant du Ghana pour ses activités dans le domaine de la population et du progrès social et économique.

Annexe I. LISTE DES PARTICIPANTS

MEMBRES

Algérie

M. Ahmed Bahri

Burundi

M. Niragira Charles
M. Tahon

Cameroun

Dr. Mbarga J. Rigobert
M. Boniface Biyong

République centrafricaine

M. Felix Gaucka-Cerphin

Tchad

M. Sabit Naim

Dahomey

M. Ogouma
M. G.K. Dassoundo

Egypte

M. Salem El Baz Rizk

Ethiopie

M. Abdullahi Hassen

Gambie

M. M.A. Gibril

Ghana

M. K.T. de Graft-Johnson
M. S.B. Jones

Côte d'Ivoire

M. Jean Boukei
Mme O. Emissah
M. Christian Aggrey

Kenya

M. J.A. Mwaniki

Lesotho

M. A.M. Monyake

Libéria

M. Samuel D. Greene
M. A. Massalee

Malawi

M. G.T.N. Kamwambe
M. C.M. Kayuza
M. Z.W. Kazeze

Mali

M. Diallo Balla

Maroc

M. Elamrani Jamal Abdessattar

Niger

M. Innocent Messan

Nigéria

M. F.J. Falodun

Rwanda

M. François Nkundabanga

Sénégal

M. Landing Savane

Sierra Leone

M. E.C. Benjamin

Somalie

M. Omar Herzi Omar

Soudan

M. Omer Ahmed El-Tay

Souaziland

M. Clarke

Togo

M. Sylver Looky
M. Nazaire Freitask
M. Martin Glikpo

Ouganda

M. M.E.N. Mukasa

Haute-Volta

M. Badolo Gaspard

Zaïre

M. Mpoyi Placide

Zambie

M. F.M. Wakisiku

MEMBRES ASSOCIES

France

M. Francis Gendreau
M. Yves Blayo

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et
d'Irlande du nord

M. Harry Fell

ETATS MEMBRES DES NATIONS UNIES
REPRESENTES PAR DES OBSERVATEURS

Canada

M. E.T. Galpin

Etats-Unis d'Amérique

M. Benjamin Gura
M. G.P. Roane
M. E.P. Swan
M. Peter Gardiner
M. Ain H. Kivimae

ETAT NON MEMBRE REPRESENTÉ PAR UN OBSERVATEUR

République fédérale d'Allemagne

M. Hermann Schubnell

SECRETARIAT DE L'ONU

M. P.S. Sankar Menon, M. Lincoln H. Day, M. A. Thavarajah, M. A.F. Ahmed,
M. B.G. Bantegui, Mme P. Naidenova, M. N.B. Knox.

INSTITUTIONS SPECIALISEES

Organisation internationale du Travail (OIT)

M. Ettore Denti

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

M. Jezernik

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

M. Olivier Le Brun

M. C.P.M. Vannest

Organisation mondiale de la santé (OMS)

Dr. Amor Benyoussef

Dr. R.H.O. Bannerman

Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)

M. K.C. Zachariah

AUTRES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Banque africaine de développement (BAD)

Mme Irène Rossignol

Centre démographique du Caire

M. S. Huzayyin

Communauté économique européenne (CEE)

M. Edward de la Parra

Organisation de l'Unité africaine (OUA)

M. Aziz Faraj

Organisation commune africaine, malgache et mauricienne (OCAM)

M. S.I. Looky

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

M. Julien Condé

Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC)

M. Michel François

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Fédération internationale pour la planification familiale (IPPF)

M. Torben B. Larsen

Institut international de la statistique (IIS)

M. E.N. Ombaoe

Union internationale pour l'étude scientifique de la population (UIESP)

M. Bruno Remiche

AUTRES ORGANISATIONS

Conseil de la population

M. R.A. Henin

Swedish International Development Agency (SIDA)

Mlle Eva M. Bernhardt

SECRETARIAT DE LA CONFERENCE

M. P. Rajaobelina, M. R.K. Som, M. D.K. Ghansah, M. P.O. Ohadike, M. I. Ba,
M. Y. Diakite, M. Z. Holzer, M. J.G.C. Blacker, M. C. Scott, M. K.D. Dube,
M. T. Sanda-Matundu.

Annexe II. LISTE DES DOCUMENTS

E/CN.14/CAD.1/1/Rev.1	Ordre du jour provisoire
E/CN.14/CAD.1/2	Programme de population pour l'Afrique
E/CN.14/CAD.1/3	Questions découlant de la dixième session de la CEA
E/CN.14/CAD.1/4	Questions découlant de la seizième session de la Commission de la population de l'Organisation des Nations Unies
	Projet de rapport de la Conférence africaine sur la population